

CRISE LAITIÈRE : LES VACHES SONT ENTRÉES DANS BRUXELLES

Le lait sur le feu

*A l'appel de plusieurs associations européennes, les producteurs de lait étaient en manifestation-démonstration, hier, à Bruxelles devant le siège de la Commission et du Conseil européens.*

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les vaches, à lait, bien évidemment, couvertes de banderilles, d'écharpes et de tous les ingrédients de la colère des producteurs de lait d'Europe étaient très en vue dans le quartier Shuman. Les déclarations de la Commission européenne (hier, lundi), risquent, cependant, de ne

pas calmer les esprits. «La production dans l'Union européenne a baissé en dépit d'une hausse des quotas», a indiqué un porte-parole de la structure européenne la plus honnie par les agriculteurs.

Cette réponse, pas du tout appréciée par les laitiers européens, notamment autrichiens, français et allemands, principaux producteurs, est, pourtant, la seule que peuvent

accorder les institutions européennes en ces temps de... vaches maigres.

Parce qu'ils ne peuvent pas grand-chose, au niveau européen ou au sein des Etats membres, certains responsables, paniqués à la veille des élections européennes, justement (7 juin prochain), déclarent n'importe quoi. Pourvu qu'ils ne soient pas vilipendés comme responsables du mal du lait.

Ainsi en est-il de cette étrange proposition de «la mise en place d'une nouvelle gouvernance du sec-teur... laitier !» Les prix de ce produit,

faut-il le relever, ont chuté de près de 30 %. C'est énorme. Cette baisse est due à la raréfaction de la demande et au peu d'empressement des marchés internationaux à acheter le lait européen.

Ce qui explique, sans doute, que les policiers anti-émeutes bruxellois n'aient pu empêcher, hier, les manifestants à forcer plusieurs barrages. Ce qui a permis l'entrée en force des vaches, des tracteurs et d'autres machines agricoles à camper au rond-point Shumen.

Les sons de cloche des vaches seront-ils entendus par les ministres

de l'Agriculture des 27, justement réunis au même moment ?

Les organisations qui ont appelé à ce mouvement ont, décidément, porté un coup... vache aux responsables de l'UE à la veille du scrutin du 7 juin prochain.

La situation est d'autant plus compliquée et, à moyen terme insolvable, que personne, ici, agriculteurs ou responsables politiques, n'est disposé à être la vache à lait. D'où la nécessité de surveiller la colère actuelle qui gronde comme le... lait sur le feu !

A. M.

SOMALIE

Le président Sharif Cheikh Ahmed dénonce une «invasion» de djihadistes étrangers

*La Somalie est «envahie» par des djihadistes étrangers qui ont rejoint les rangs des insurgés islamistes, a accusé, hier, le président Sharif Cheikh Ahmed après deux semaines de violents combats qui ont fait plus de 200 morts, essentiellement des civils, à Mogadiscio.*

«La Somalie est envahie par des combattants étrangers qui ont pour

principal objectif de faire ressembler le pays à l'Afghanistan et à l'Irak», a

déclaré le président lors d'une conférence de presse, ajoutant : «Nous appelons la communauté internationale et le peuple somalien à nous aider à les combattre.»

Le 7 mai, les insurgés ont lancé à Mogadiscio une offensive sans précédent, menée par la milice «Hezb al-Islamiya» du chef islamiste radical cheikh

Hassan Dahir Aweys, et les islamistes radicaux des shebab, pour renverser le président Sharif, un islamiste modéré élu en janvier.

Les shebab ont pour la première fois admis le 12 mai que des combattants étrangers étaient engagés à leurs côtés.

Encouragés par le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden et profitant du retrait de l'armée éthiopienne en janvier, plusieurs centaines de candidats au jihad ont afflué en Somalie ces derniers mois, selon des sources sécuritaires dans la région.

Depuis le début des derniers combats, «nous avons compté que 208 personnes ont été tuées et plus de 700 blessées (...) 80% des morts et des blessés sont des civils pris dans les échanges de tirs», a déclaré à la presse le ministre somalien des Affaires humanitaires Mohamoud Ibrahim.

Quelque 57 000 habitants de la capitale ont également dû fuir leur logement, selon le Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

Les forces gouvernementales ont lancé vendredi une contre-offensive contre les positions des insurgés qui, outre le départ du président, réclament le retrait de la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), déployée dans la capitale depuis mars 2007. L'Amisom compte 4 300 soldats

ougandais et burundais qui sont régulièrement la cible des insurgés.

Selon des officiers de l'Amisom rencontrés par l'AFP, la contre-offensive a permis de reprendre du terrain. Mais, après quelques heures, les gouvernements ont dû quitter les positions, faute d'approvisionnement.

«Les shebab ont quatre avantages sur les forces gouvernementales: ils sont très mobiles, pratiquent la terreur sur les populations, sont capables de mobiliser d'importants moyens financiers venus de l'étranger et utilisent très bien

les médias», a expliqué à l'AFP le commandant de l'Amisom, le général Francis Okello.

«Mais même ici à Mogadiscio, ils ne peuvent pas monter des opérations le même jour sur trois fronts à la fois», a-t-il relevé, affirmant que les

«insurgés donnent l'impression d'être partout mais contrôlent en réalité peu de terrain».

La Somalie est en guerre civile depuis 1991 et des années de combats ont réduit la capitale à l'état de ruines, en en faisant une des villes les plus dangereuses au monde où les rares étrangers qui s'y rendent sont régulièrement la cible d'en-

lèvements crapuleux. Deux journalistes indépendants, otages depuis leur enlèvement le 23 août par des inconnus armés près de Mogadiscio, ont lancé un appel de détresse lors d'une communication téléphonique avec l'AFP via un homme se présentant comme un intermédiaire des ravisseurs.

Lors de cet entretien, les deux otages — la journaliste canadienne Amanda Lindhout et le photographe australien Nigel Brennan — ont précisé qu'ils ne pouvaient répondre à certaines questions et semblaient lire ou réciter un texte, peut-être sous la contrainte.

Publicité

PENSÉE

CHER FILS, CHER FRÈRE ASSAM MOULOUD

23 MAI 1971 - 21 AVRIL 2009

Au printemps tu étais né, le jour anniversaire de la naissance de notre Prophète (que le salut de Dieu soit sur Lui) et au printemps tu t'es envolé vers d'autres cieux, au crépuscule d'une belle journée, comme tu l'aimais. La lumière de ce 21 avril, s'affaiblissant, a emporté comme un éclair, ta vitalité, en silence, en douceur.

Ton sourire d'ange en guise d'adieu pour fleurir tes 38 ans atteinte avec force et charme que le monde que tu as rejoint est meilleur.

Tu as grandi, cher Mouloud, dévoré par de nombreuses passions, avec une joie de vivre sur laquelle veillait l'ombre de la réflexion.

Amoureux fou du travail bien fait, et des idées nouvelles, par ton regard différent sur le monde, pour ton goût de l'original, tu voulais impulser une vision nouvelle du génie civil à l'instar de ton cousin Ferhat en architecture.

Tous deux, vibrant de béton, vous avez cherché à faire fleurir un monde plus lumineux, plus artistique, plus respectable.

Dans cette quête vers le mieux-vivre, en effervescence d'âge et d'idées créatrices, vous avez pris, sans nous avertir, le vol à destination du plus mystérieux voyage, le voyage vers l'Eternel, avec comme bagage votre foi, votre amour du beau, du juste, du vrai.

Dévorés par votre jeunesse sacrifiée, riche en sens et en valeurs, et telles des étoiles vous êtes des symboles sublimes de ce Chéraga qui ne cesse de vanter vos exceptionnelles qualités.

Aujourd'hui, abandonnés par vous, on vous cherche partout, jamais vous n'avez été si proches !

C'est à Chéraga que s'est terminée, il y a 40 jours déjà, ta vie insuffisamment explorée mais tu as réussi, cher Mouloud, en si peu de temps, à nous blottir de souvenirs inépuisables.

Le destin est tout-puissant, Allah est grand.

L'on se reverra un jour, dans l'attente, reçois cher fils, cher frère, toi et tous ceux que tu as rejoints, nos pieuses pensées.

Repose en paix.

Papa, maman, frère et sœurs

Ahmadinejad : «L'Iran ne discutera pas du nucléaire avec le groupe 5+1»

*Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a exclu hier, dans une conférence de presse, toute discussion sur le programme nucléaire iranien avec les grandes puissances dans le cadre de leur offre de négociation avec l'Iran.*

«Nous l'avons déjà dit et nous disons que nous ne discuterons pas du dossier nucléaire (iranien ndr) en dehors de l'AIEA», l'Agence internationale de l'énergie atomique, a dit M. Ahmadinejad.

Les six grandes puissances (Etats-Unis, France, Chine, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne), tentant de convaincre l'Iran d'arrêter ses activités nucléaires sensibles, attendent toujours une réponse à leur offre d'une rencontre avec Téhéran formulée début avril.

«La question nucléaire est terminée en ce qui nous concerne», a ajouté M. Ahmadinejad, qui remet en jeu son mandat dans l'élection présidentielle du 12 juin.

«Les discussions en dehors de l'AIEA porteront exclusivement sur la participation à la gestion des affaires du monde et aux moyens d'apporter la paix dans le monde», a expliqué le président iranien.

Le 8 avril, le groupe 5+1 a proposé à l'Iran d'organiser une réunion rassemblant le représentant diplomatique européen Javier Solana, le négociateur iranien Saïd Jalili et des représentants de chacun des Six.

Le Conseil suprême iranien de la sécurité nationale, dirigé par M. Jalili, avait répondu favorablement à cette proposition, tout en réaffirmant que l'Iran poursuivrait ses activités dans le domaine nucléaire.

Il avait aussi précisé que ce dialogue porterait avant tout sur une offre de l'Iran qui visait, selon

M. Ahmadinejad, à «garantir la paix et la justice dans le monde».

L'offre iranienne n'a toujours pas été rendu publique et rien n'indique qu'elle a été transmise au groupe 5+1.

Les grandes décisions en matière de politique étrangère restent du ressort du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. Mais les positions exprimées jusqu'ici par le président sur le dossier nucléaire n'ont jamais été démenties par la plus haute autorité de l'Etat.

Les grandes puissances souhaitent obtenir de l'Iran qu'il suspende notamment son enrichissement d'uranium. Ce procédé permet d'obtenir aussi bien le combustible pour une centrale nucléaire que le matériau nécessaire à une bombe atomique.

L'Iran, qui ne dispose à ce jour que d'une centrale nucléaire en construction par la Russie, a toujours affirmé que son programme a un objectif exclusivement civil.

L'AIEA, pour sa part, se dit toujours, après six ans d'enquête, dans l'incapacité de certifier que tel est bien le cas.

Le président iranien a répété la semaine dernière que son pays ne stoppera pas son programme nucléaire, même au risque de nouvelles sanctions internationales.

L'Iran fait l'objet de cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois assorties de sanctions, pour suspendre notamment l'enrichissement et coopérer plus activement avec l'AIEA.

Le président américain Barack Obama a déclaré récemment que les Etats-Unis se donnaient d'ici à la fin de l'année pour juger de la volonté ou pas de l'Iran d'engager le dialogue sur son programme nucléaire.

A défaut, les autorités américaines, ainsi que certains de ses partenaires occidentaux, n'ont pas exclu de nouvelles sanctions contre Téhéran.